Publication de la  Société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX
DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÊME, DE HONGRIE ET D'ORIENT.

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé . . 10 c.

Pour Paris :

Trois mois. . . . . 1 fr. 25
Six mois. 2 50
Un an . . . . 5 »

On s'abonne à la librairie de Blosse, passage du Commerce, 7, à Paris.

Pour la Province et l'Etranger :

Trois mois . . . . 2 fr. 50 c.
Six mois . . . . 5 »
Un an . . . . 10 »

On s'abonne, pour l'Étranger, chez Franck, successeur de Brockhaus, à Paris et à Leipzig.

La Pologne s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.

N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressées à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, Cyprien ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de médecine, à Paris. — Toutes les lettres ou demandes venues de Pologne, de Russie ou d'Autriche doivent être envoyées affranchies à la librairie Franck, à Leipzig.

2e Année. — Numéro 15. — 2 Septembre 1849.

Où sont les vrais révolutionnaires ?

La majorité des hommes qui ont aujourd'hui le pouvoir en Europe s'acharnent de plus en plus contre la révolution. A quelque nuance politique qu'ils appartiennent, tous les conservateurs n'ont qu'un cri : mettre fin au provisoire révolutionnaire, et à tout prix rentrer dans l'ordre. Faut-il, pour y rentrer, sacrifier l'Italie, la Hongrie, la Pologne; eh bien, se dit-on, qu'elles soient sacrifiées aux dieux vengeurs du désordre : nous leur sacrifierions, s'il le fallait, nos propres enfants. — Nous répondrons en quelques lignes à ces hommes, que nous voulons croire sincères et convaincus.

Nous convenons avec eux qu'un état révolutionnaire permanent serait le plus grand des fléaux. Toute révolution qui ne dédommage pas des pertes matérielles qu'elle a causées par une distribution plus intelligente des forces et de la richesse publiques est une calamité nationale. Mais, franchement, qui frappe aujourd'hui de stérilité tous les efforts émancipateurs des peuples? où sont les révolutionnaires dans le mauvais sens de ce mot? Qui cherche, à l'heure où nous sommes, à maintenir la révolution en permanence au milieu de l'Europe? On peut prouver sans peine que, sur ce point comme sur bien d'autres, les rôles sont intervertis. Si la période révolutionnaire fut ouverte par la France et sa première Assemblée Constituante de 1791, c'est en retour la France et sa nouvelle constituante qui a retenu avec le plus d'abnégation la nouvelle explosion de 1848. Depuis dix-huit mois, aucun cabinet n'a donné à ce qu'on appelle l'esprit de conservation autant de gages de dévouement que le cabinet français. Notre Assemblée législative a poussé son culte fanatique de l'ordre jusqu'au plus aveugle sacrifice des intérêts nationaux.

Comparez la République de 1848 avec celle de 93. La Convention et le Directoire détruisirent la vieille Europe; avec sa propagande et par la force de son idée agressive, la France résista seule à tous les rois conjurés. Aujourd'hui que tous les peuples sont conjurés contre les rois, et appellent contre eux l'appui de la France, notre gouvernement s'obstine à défendre le *statu quo*. Il n'aspire qu'à une seule chose, à se faire accepter par les monarchies, à pactiser avec tout ce qui existe. Voulant la paix à tout prix, il n'oppose aux coalitions de l'étranger d'autre force que celle de son idée rénovatrice. La révolution nouvelle abonde en richesses de moyens pour soulever le monde, et en solutions organiques pour les plus difficiles problèmes de la société; et pourtant elle échoue par excès de complaisance envers ses propres ennemis, répugnant à les détruire et n'aspirant qu'à régénérer. Qu'on étudie avec impartialité, d'un côté, le rôle de la France, de l'Italie, de la Hongrie, de la Pologne, de l'autre le rôle de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, et l'on se convaincra de quel côté est le véritable esprit révolutionnaire, en comprenant sous ce mot l'esprit de terrorisme, de destruction et d'innovation violente.

Le principal reproche qu'on fait à la révolution, c'est de rompre avec le passé, de fouler aux pieds les droits historiques, de vouloir établir un ordre social contraire à la nature et sans racines dans les mœurs, de prétendre

faire table rase et reconstituer l'Europe *à priori*, en dehors des traités conclus et des légitimités existantes. A ces traits, par lesquels on a coutume de stigmatiser la révolution, s'en joint un autre bien plus terrible, parce qu'il est plus réel. Nous voulons parler de la centralisation absolue, inflexible du pouvoir; de cette uniformité administrative qui étend sur tout un empire son niveau de fer, méconnaissant les variétés de langage, de mœurs, de civilisation. Or nous affirmons que ce sont ces traits qui caractérisent le mieux aujourd'hui les gouvernements censés légitimes d'Autriche, de Prusse et de Russie. Ces gouvernements conspirent à l'envi pour bouleverser la face de l'Europe, et changer avec les délimitations de territoire les constitutions locales consacrées par les traités de 1815. L'Autriche, dont toutes les acquisitions successives ont été basées sur le respect pour l'autonomie intérieure de chaque nationalité; l'Autriche, que le texte des traités oblige à conserver une administration italienne en Italie, galicienne en Galicie, hongroise en Hongrie, et bohême parmi les Tchekhs, l'Autriche a osé octroyer une constitution uniforme pour tout son empire, et abolir toutes les institutions nationales religieusement conservées d'âge en âge. Sous prétexte d'établir une complète égalité entre tous les peuples divers de ses vastes États, l'Autriche étend partout sa centralisation napoléonienne, contre laquelle protestent en vain les nationalités incorporées, dont le congrès de 1815 avait lui-même garanti l'autonomie. Cette réduction des divers États des Habsbourgs sous un seul système administratif, cette fusion politique que la terreur et les fusillades seules imposent, de Prague à Milan, et de Léopol à Agram, sont ce qui se passe à cette heure de plus illégal, de plus révolutionnaire en Europe.

La Prusse montre-t-elle plus de respect pour les droits acquis et pour les traités solennels sur lesquels repose l'ordre européen? Jugez-en par sa conduite à Pozen et dans le Schleswig-Holstein. Jugez-en par ses agressions vis-à-vis de l'ancien congrès de Francfort et du vicaire même de l'empire. Ce n'est pas seulement à Rastadt, c'est dans toute l'Allemagne que la Prusse joue le rôle terroriste des conventionnels de 1793. La Prusse royaliste et légitimiste brise toutes les légitimités historiques de la vieille Germanie; elle centralise et nivelle sous la loi de ses baïonnettes tous les États secondaires allemands, avec un vandalisme dont le grand révolutionnaire Napoléon était lui-même incapable. Appelée ou non, la Prusse s'empare arbitrairement de toutes les citadelles de la Confédération qu'elle trouve à sa convenance; l'unité allemande s'accomplit sommairement, *à priori*, en dehors de tout droit et sans le concours légal des États et des populations qui s'opposent vainement à des usurpations inouïes. — Oserait-on dire que la Russie du moins promet d'être conservatrice; qu'elle n'est pas en Europe un instrument de révolution; que son gouvernement ne réunit pas en lui au plus haut point tous les traits caractéristiques des pouvoirs révolutionnaires? Son insatiable soif de conquête est assez prouvée par ses envahissements continus sur le bas Danube et à Constantinople. Son profond mépris pour les précédents historiques des peuples sont bien visibles en Pologne, en Moldo-Valachie, en Turquie. La Russie ne travaille-t-elle pas sur la Vistule à abolir le catholicisme à l'aide des consfiscations, de la dégradation civique et du knout? A Bukarest ne fait-elle pas disparaître toutes les institutions indigènes pour les remplacer peu à peu par une organisation étrangère? N'implante-t-elle pas violemment la langue russe en Finlande, en Livonie, en Pologne, dans toute l'étendue de ses conquêtes? Unité administrative, unité de langue, unité même de religion, et destruction de toute nationalité et de toute croyance non russes, voilà la Russie.

En présence de toutes ces innovations violentes, de tous ces empiétements audacieux des pouvoirs prétendus conservateurs, que reprochez-vous à la Hongrie, à la Pologne, à Milan, à Venise? Que réclament tant de peuples opprimés, autre chose que leurs droits historiques, que ce qui leur revient comme héritage légitime de leurs aïeux? Entre ces deux camps comparez, et dites franchement de quel côté se trouvent les révolutionnaires.

Les Slaves dans la question hongroise.

On est sur le point de se débarrasser de la question hongroise par l'oppression du maghyarisme: on se croit près du triomphe. On oublie qu'à un problème résolu par la violence va en succéder un autre que la violence aura bien plus de peine à résoudre. Ne reposant pas sur la prédominance numérique des combattants, la question maghyare n'était pour les paternels monarques qu'une question de coups de canon. Mais contre la question slave que peuvent les canons? Les Slaves ont pour eux le nombre et la force; et il ne leur a manqué que la maturité de leur plan d'émancipation pour prendre les devants sur les Maghyars. Si donc ils n'ont pu les précéder, ils espèrent bien les suivre dans la lutte pour l'indépendance.

Maintenant que le parti de Kossuth ne peut plus être agressif, il est à croire que tout va changer dans les rapports entre les deux races. Le Slave, quoique tardivement, va comprendre que son tour est venu de représenter en Hongrie le parti de l'indépendance. Déjà le conseil banal des trois royaumes illyriens a commencé sa résistance au projet de publication de la charte autrichienne dans ces royaumes. Les Slaves de Hongrie prétendent hériter de la couronne de saint Étienne, et conserver intactes toutes les franchises constitutionnelles garanties depuis des siècles à la Hongrie et à ses annexes. Les journaux de Vienne, le *Loyd*, la *Presse* et autres, soutiennent en vain que ces priviléges ont cessé par la rébellion: les Slaves qui n'y ont point trempé n'en sauraient être punis. D'ailleurs les journaux croates démontrent sans réplique que les annexes de la Hongrie ont constamment participé à toutes les franchises hongroises, qui ne peuvent aujour-

d'hui leur être enlevées sans la plus criante injustice. Le texte de la vieille charte hongroise est formel sur ce sujet. Nous n'en citerons qu'un passage :

« . . . . . Hungaria cum *partibus adnexis* sit Regnum » liberum et relate ad totam legalem Regiminis formam » independens, id est, nulli alteri Regno aut populo ob- » noxium, sed propriam habens Consistentiam et Consti- » tutionem, proinde a legitime Coronato hæreditario » Rege suo..... propriis legibus et Consuetudinibus, non » vero ad normam aliarium Provinciarum (dictantibus id » articulis 3. 1715, 8 et, 11, 1741) regendum et guber- » nandum . . . . . »

Tout projet d'absorption des Slaves hongrois au sein de l'Autriche est donc un attentat aux conventions signées et aux bases historiques sur lesquelles reposent le passé de l'Autriche et son avenir, si elle peut en avoir encore. « C'est nous, écrit la *Gazette méridionale slave*, c'est nous qui, l'année dernière, avons les premiers tiré l'épée pour soutenir les droits historiques de l'Autriche... Or ces droits stipulent que la Hongrie et les royaumes qui lui sont annexés ne peuvent être soumis à aucune ordonnance ou rescrit, et pas même aux lois de l'empire, tant que celles-ci ne sont pas consenties et acceptées par la diète indigène. Il est stipulé, en outre, que nos droits municipaux ne pourront jamais être mis en question, et encore moins être abolis. De plus, il est réglé que pour avoir chez nous une valeur légale, toute loi doit être promulguée par la diète des trois royaumes unis. Cependant le cabinet autrichien ose ordonner à notre conseil banal de publier en Croatie cette charte du 4 mars, octroyée sans aucun concours du pouvoir législatif, et qui anéantit d'un seul coup toutes nos franchises municipales. Comment qualifier cette conduite? Est-elle légale, du moment qu'elle contredit nos droits historiques, seule base de notre union avec l'Autriche? Il n'y a donc plus entre elle et nous d'autre lien que la force brutale. Mais cette force n'est qu'un bien faible appui, qui peut même à la longue se tourner contre le gouvernement lui-même. Car la force brutale, livrée à elle seule, où a-t-elle son centre de gravitation, si ce n'est du côté des sujets opprimés?.. Aussi notre capitale est-elle résolue, non seulement à reconnaître comme juste la conduite du conseil banal, mais encore à la soutenir de toutes ses forces. Appuyés sur notre droit, nous résisterons à toute usurpation, préparés aux plus extrêmes conséquences. »

Ainsi parle la *Sud-Slawische Zeitung*. Le *Slavenski iug* va plus loin encore. N'osant faire ouvertement un appel à la nation, il lui adresse une série de demandes qu'il intitule : *Questions au peuple*, et dont il n'est pas inutile de mentionner ici les principales. « Un peuple, écrit le *Slavenski iug*, qui, depuis huit siècles, possède sans contestation ses institutions nationales, peut-il s'en laisser imposer d'autres, fussent-elles même meilleures, sans les avoir préalablement discutées et votées? — Notre antique constitution permet-elle de tirer du sein du peuple, sous le nom d'hommes de confiance, des députés qui n'ont reçu du peuple aucun mandat et qu'on appelle néanmoins à délibérer en son nom? — Le ministère peut-il nous forcer, nous ou notre ban, à mettre en oubli nos priviléges héréditaires et notre diète législative, après que le 6 juin de l'année dernière le ban Ielatchitj lui-même a juré devant la nation entière de maintenir saines et sauves contre toute atteinte les libertés des trois royaumes unis? »

A ces questions le peuple croate a répondu par une agitation menaçante contre le nouveau projet de coup d'État autrichien. Le conseil banal a conquis subitement en Croatie une popularité immense; et les magistrats qui le composent ont déclaré presque tous que si le ban ne faisait pas droit à leurs réclamations contre la publication de la charte octroyée, ils donneraient leur démission et retireraient tout concours au gouvernement. « Nous n'examinons pas, dit la *Gazette méridionale slave*, le plus ou le moins de garantie que la charte octroyée présente aux citoyens. Nous savons qu'un morceau de papier ne pourra jamais à lui seul garantir la liberté. Ce qui nous préoccupe, c'est la base factice et contre nature que cette charte s'efforce de donner à notre gouvernement. Son principe dirigeant est la centralisation, principe contre lequel se sont élevés à la fois les Slaves, les Roumains et les Maghyars. Si on laissait le cabinet réaliser dans toutes ses conséquences son plan centralisateur, il en résulterait une Autriche nécessairement éphémère, car elle manquerait de base historique; elle serait sans avenir, parce qu'elle serait sans passé, et ne reposerait sur aucun sentiment national. Méconnaissant les mobiles les plus intimes qui font agir les hommes, un tel plan échouerait contre l'unanime répulsion des peuples, dont il veut détruire l'histoire, les souvenirs, les intérêts les plus chers. Ce système, ou plutôt ce despotique caprice, ne se réalisera jamais totalement en Autriche, fût-ce même par le fer et le feu. Mais en attendant, le cabinet nous sacrifie indignement, nous autres Croates, en prétendant nous traiter comme des vaincus, et à l'égal des Italiens ou des Maghyars. » Plus tôt ou plus tard une insurrection slave contre le joug austro-russe est inévitable en Hongrie. C'est aux Maghyars à reconnaître où les a conduits leur prétention de suprématie, et à se combiner mieux que par le passé avec les races hongroises d'une autre origine qu'eux, et qu'ils peuvent moins que jamais espérer d'effacer de la carte.

De l'opinion publique et de son impuissance dans les questions hongroise et polonaise.

L'opinion publique de l'Europe entière s'est déclarée chaleureusement pour la justice de la cause hongroise. L'indignation contre l'Autriche est unanime. Mais comme aucun gouvernement n'a offert son appui officiel pour soutenir cette noble indignation, elle est retombée en vaines paroles, en vaines démonstrations de sympathie à

Londres, comme à Paris, comme à Berlin, comme à New-York. Cette même opinion publique qui réprouve l'alliance austro-russe est persuadée que la Russie possède des forces immenses, et cette conviction paralyse l'explosion énergique des sentiments. C'est l'opinion publique de la France et de l'Angleterre qui seule a créé la grandeur de la Russie, et qui la protége jusqu'à ce moment.

Un homme d'État, il y a quatre siècles, tirait déjà cette conclusion des événements de l'histoire : « Dès qu'un État a obtenu la réputation d'une force supérieure à celle de ses voisins, personne ne se décidera plus à l'attaquer ou à intervenir en faveur de ceux qu'il attaque. » Au congrès de Vienne, la Russie a fait la conquête morale de l'Europe ; elle est devenue irrésistible parce qu'on l'avait crue telle, et parce que la peur parle plus hautement que l'intelligence. Aucun peuple n'aurait succombé, il n'y aurait pas un seul moscovite en France et dans notre Angleterre, qui s'est déjà plus d'une fois prosternée lâchement aux pieds de l'autocrate, si l'opinion publique n'avait adopté comme incontestable cette idée : que la Russie est puissante, qu'elle est une dangereuse ennemie, comme une amie utile, et qu'il est prudent de se la concilier par toutes les caresses imaginables, et au besoin par tous les sacrifices. Aveuglés par l'opinion publique, nos diplomates se sont engagés stupidement dans cette voie sanglante, uniquement pour conserver le monopole des faveurs moscovites.

Voilà les résultats que l'opinion publique produit pour ceux qu'elle favorise et pour ceux qu'elle redoute. C'est pourquoi nous ne prétendons nullement révoquer en doutes les forces de la Russie. Oui, la Russie est puissante par la grâce de cette opinion publique qui la devance et propage la terreur de son nom dans l'Europe occidentale. Oui, la Russie est puissante par l'injustice de ses conquêtes que l'Europe a sanctionnées ; elle est puissante par sa nationalité compacte et par son unité de croyance au milieu de la chrétienté désunie. Vraiment c'est une prodigieuse illusion de penser que le secret de l'ascendant de la Russie est dans l'absolutisme du tsar, et qu'une révolution à Pétersbourg détruirait le danger de l'ambition moscovite. Supposons donc une révolution accomplie à Pétersbourg : ce jour-là même le pouvoir nouveau, aristocratique ou républicain de la Russie ressentira, aussi clairement que le tsar Nicolas lui-même, la convenance de maintenir l'asservissement de la Pologne, et de s'approcher de plus en plus de Constantinople.

Bien avant que la Russie eût fait son entrée diplomatique en Europe, Machiavel écrivait ces admirables et prophétiques paroles : « L'Europe n'a plus à craindre d'invasions barbares que de la part de ces hordes actuellement renfermées dans la Moscovie. Mais il n'y a pas de motifs d'une crainte sérieuse, tant qu'existent les vaillantes nations des Polonais et des Hongrois, ces protectrices naturelles de l'indépendance européenne ! » L'autocratie a su, avec une progression des plus habiles, discipliner ces hordes, pendant que l'Europe occidentale abandonnait ceux qui lui servaient de rempart. Elle livra d'abord la Pologne, frémissante et encore pleine de vie. Aujourd'hui elle assiste silencieusement à la destruction de la nationalité hongroise et aux préparatifs du démembrement de l'Autriche, qui s'est humiliée d'elle-même et de son plein gré sous les pieds de la Russie. Sans doute, il y a encore en France et en Angleterre des cœurs capables de comprendre les combats et les sublimes angoisses d'une nationalité à l'agonie. Mais, nous le demandons avec amertume, à quoi sert une sympathie qui ne sait pas produire des résultats immédiats ? Les Hongrois ont cru à des témoignages illusoires, en espérant quelque appui de l'opinion publique de France et d'Angleterre. La Hongrie n'avait, elle n'a encore, elle n'aura jamais de moyen de salut que dans le concours ardent de ses alliés slaves et surtout polonais, et dans l'intérêt qu'a la Turquie à briser l'alliance austro-moscovite. O.

NOUVELLES DE HONGRIE, D'AUTRICHE ET DE POLOGNE.

Les détails précis manquent encore pour apprécier dans toute leur étendue les conséquences de l'inexplicable capitulation de Georgey et de son armée. Il paraît que ce funeste héros nourrissait déjà depuis longtemps, sans qu'on s'en doutât, son projet de soumission, dont les arrogances de Windischgrætz purent seules le détourner. L'arrivée des Moscovites ne fit que fortifier sa foi dans l'impossibilité de la résistance. Il cherchait à dépopulariser Kossuth et à prendre sa place, en représentant une autre idée que lui. Cette idée n'a pas été heureuse. Après avoir obtenu la démission de Kossuth, Georgey n'a pas voulu se rendre aux Autrichiens ; mais il a fait pis, en mettant lui-même, comme dictateur hongrois, la Hongrie entière aux pieds du tsar. Les autres généraux ont pour la plupart suivi l'exemple du dictateur. C'en est donc fait de cette guerre héroïque qui aurait pu durer des années, si elle n'avait pas rencontré des traîtres ! C'en est fait de cet immense rempart des Karpathes qui pouvait préserver encore durant des siècles l'Europe centrale du joug russe !

— Il n'y a plus d'espoir que dans une rupture entre l'Autriche et la Russie, pour le partage du butin. Des jalousies profondes existent entre les armées des deux empereurs, et se révèlent au grand jour par les bulletins accusateurs des deux généraux en chef, de Paskievicz et de Haynau. La Russie prétend évidemment protéger la nationalité hongroise contre les vengeances autrichiennes. La Russie va intervenir comme médiatrice, d'abord entre les Maghyars et les Slaves de Hongrie, puis entre le cabinet autrichien et les divers peuples hongrois, qui tous deviennent les chers protégés du tsar, au même titre et dans les mêmes conditions que les Moldo-Valaques. Voilà le magnifique résultat de la capitulation de Georgey. — L'absurde antipathie de ce Maghyar pour les Slaves et surtout pour les Polonais avait déjà causé la ruine des diverses légions polonaises formées en Hongrie, et qui, envoyées aux postes les plus périlleux, ont toutes glorieusement succombé sous le canon russe, plutôt que de se rendre. Suspect pour son polonisme, et abreuvé de dégoûts, Dembinski ne servait plus qu'en sous-ordre dans le corps de Meszaros. Les dernières batailles livrées aux Austro-Russes, l'ont été par l'inflexible Bem. Vaincu, et même blessé à Schæsbourg par Lüders, il avait pu encore joncher le champ du combat de cadavres moscovites, parmi lesquels se trouvait celui du général Skariatin. Mais vaincu encore à Hermanstadt, puis à Saint-Ivan, et enfin sous Temesvar, il n'a pu rallier ses troupes en face d'un ennemi vingt fois plus nombreux, et dont toutes les forces se trouvaient concentrées contre lui.

CYPRIEN ROBERT.

PARIS, — IMPRIMERIE DE L. MARTINET, RUE MIGNON, 2.
(Quartier de l'École-de-Médecine.)